



Une des Territoires Guidimakha



Préserver nos terres, protéger notre avenir

Bienvenue dans cette édition spéciale de La Une des territoires, consacrée au Guidimakha. Ici, l'environnement est au cœur des préoccupations : entre l'érosion des sols, la gestion des déchets et la lutte contre les feux de brousse, les habitants se mobilisent pour préserver leurs ressources et assurer un avenir durable.

Cette édition met en lumière les initiatives locales et les solutions mises en place par les habitants, les autorités et la société civile. Vous découvrirez également un focus sur la protection de la zone humide de Karakoro, essentielle pour les éleveurs et agriculteurs de la région. Plongez dans un Guidimakha résilient et engagé ! Bonne lecture !

Parle-nous de ta région, Chef !

Préserver le Guidimakha, c'est préparer demain

Le Guidimakha est une terre de richesses : vallées fertiles, forêts galeries, pâturages et cours d'eau irriguent notre quotidien et nourrissent notre économie. Mais ce patrimoine naturel, aussi précieux que fragile, est aujourd'hui menacé.

Déforestation, feux de brousse, érosion des sols, inondations, perte de biodiversité... Les défis sont nombreux, aggravés par le changement climatique. Face à ces enjeux, les autorités locales agissent : campagnes de sensibilisation, reboisement, pare-feux, appui à l'agroécologie. Mais ces efforts ne suffisent pas seuls.

La réponse doit venir de tous. Et c'est déjà le cas. Associations de gestion locale, clubs scolaires, initiatives de jeunes ou de femmes, adoption de pratiques agricoles durables... Le territoire se mobilise. Il faut renforcer cette dynamique, en éduquant, en finançant, en coordonnant davantage les actions.

Préserver notre environnement, c'est préserver notre avenir. Cela exige de mettre la durabilité au cœur des décisions politiques et de faire confiance aux forces vives du Guidimakha. Ensemble, nous devons protéger nos ressources, aujourd'hui, pour que nos enfants puissent en vivre demain. Cette édition spéciale met en lumière ces engagements, ces défis, et les voix de celles et ceux qui font bouger les lignes. Parce que l'environnement, ici, n'est pas une option : c'est notre socle, notre devoir, notre espoir.



Waly Boubou
DIAWARA

1er Vice-Président
du Conseil Régional
du Guidimakha

+ de 80 %

de la population vit principalement de l'agriculture ou de l'élevage dans le Guidimakha.

Source : Délégation régionale de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

environ 60 %

C'est la part des terres cultivables disparue depuis les années 1970, en raison de l'érosion et de la désertification.

Source : Délégation régionale de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (SCRAPP - Stratégie de Croissance Régionale Accélérée et de Prospérité Partagée)

60 %

des interventions du Grdr se concentrent dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal (Mali, Sénégal, Mauritanie), avec des actions ciblées sur la résilience climatique et la sécurité alimentaire. Source : Rapport d'activité Grdr 2023

L'érosion des sols : un défi majeur au Guidimakha

« Le Guidimakha est sur une pente. Cela crée des réseaux d'érosion un peu partout sur le sol, réduisant considérablement les surfaces cultivables. »
Mohamedou Diallo, chef de service agricole au Guidimakha

L'érosion des sols est l'un des défis environnementaux les plus préoccupants au Guidimakha. Ce phénomène, alimenté par les précipitations intenses, le vent, la déforestation et certaines pratiques agricoles, fragilise les terres agricoles et met en péril la sécurité alimentaire. Dans cette région agro-pastorale, les dégâts sont visibles et durables.

Pour Diabé Touré, président du réseau d'agropasteurs agroécologiques du Guidimakha (RAPAG), le sujet ne peut plus être ignoré. Selon lui, « nous avons beaucoup de sols très dégradés au Guidimakha », et cette situation s'aggrave d'année en année. Mohamedou Diallo, chef du service agricole régional à la DRASA, explique que « la wilaya est sur une pente » : les eaux de pluie, en s'écoulant rapidement, creusent le sol et forment des rigoles profondes, réduisant les surfaces cultivables. À cela s'ajoute une érosion causée par le vent, qui emporte la fine couche fertile du sol.

Des acteurs du développement, comme Enabel, appellent à des mesures d'envergure. « Il faut un programme spécial d'aménagement, de conservation, de défense et restauration des sols, ainsi qu'une mobilisation de tous les intervenants, y compris l'État », affirme Ousseïnou Traoré, son coordinateur régional. À ses yeux, sans action collective, les terres continueront de se dégrader.

Face à ces défis, les communautés ne restent pas les bras croisés. « Il est impératif de planter des arbres », insiste Hassinetou Bâ, présidente du Conseil d'Administration de l'Union des Coopératives de Femmes du Guidimakha. En effet, ces plantations permettent de retenir l'eau, de restaurer les cycles naturels et de protéger les sols. « Sans une telle initiative, notre environnement sera de plus en plus vulnérable. »

Sur le terrain, des ONG comme le Grdr et le Gret multiplient les actions. Mais les moyens restent limités. Alassane Amadou Sow, chef de projet Rimfil souligne que « remédier à l'instabilité du sol demande des moyens humains et financiers, ainsi qu'une large sensibilisation. C'est l'affaire de tous. » Malgré les obstacles, il se dit optimiste : les efforts convergent, les partenaires sont mobilisés.

Et selon Dia Smeila, référent technique au Gret, « les impacts et les inconvénients commencent à être diminués un peu ». Il espère qu'avec la multiplication des initiatives, « dans cinq ans, la situation sera déjà bien améliorée ».

À cet égard, une lueur d'espoir émerge également des constats scientifiques. Une publication du Grdr intitulée « [Le reverdissement du Sahel appréhendé depuis le sud de la Mauritanie](#) » souligne que « Le Gorgol et le Guidimakha connaissent à l'instar d'autres parties du Sahel un phénomène de "reverdissement". [...] Ces tendances sont d'autant plus remarquables qu'elles interviennent alors que la démographie humaine et la pression pastorale augmentent de façon significative. » (p. 51)

Cette dynamique positive vient rappeler que, malgré les pressions, des solutions locales et durables peuvent porter leurs fruits.



Éduquer à l'environnement à Hassi-Chaghar



Bakary CAMARA

Président de l'association Agir pour l'Éducation et la Protection de l'Environnement (AEPE)

Créée en 2022, l'association AEPE agit pour sensibiliser les jeunes et les communautés à la protection de l'environnement dans la commune de Hassi-Chaghar. Grâce au soutien de Graines de Citoyenneté (sur le Fonds Émergence), elle mène des campagnes de reboisement, d'assainissement et de formation.

Nous avons remarqué un manque d'engagement des jeunes face à la dégradation environnementale. Notre priorité, c'est de les mobiliser autour du reboisement et de la gestion durable des ressources. Nous voulons que chaque ménage plante et protège un arbre, en privilégiant les cours fermées – écoles, mosquées, centres de santé – pour éviter que les arbres soient dévorés par les animaux.

En 2024, nous avons planté ou distribué 250 arbres fruitiers avec un taux de survie de 70 %. Nous organisons aussi des journées de salubrité, en impliquant les habitants. D'ici fin 2025, nous allons renforcer nos actions avec des formations, la distribution d'arbres aux ménages et des concours scolaires sur la protection de l'environnement.

Un message à faire passer ?

Protéger l'environnement, ce n'est pas l'affaire des seuls pouvoirs publics. Les jeunes doivent s'engager activement, comme ils le font pour le sport ou la culture. Et les lois environnementales doivent être appliquées pour lutter contre la coupe abusive des arbres.

Protéger la zone humide du Karakoro : un effort transfrontalier

Située entre la Mauritanie et le Mali, la zone humide du Karakoro est un écosystème vital pour les populations locales. Elle soutient l'agriculture, l'élevage, la cueillette et le commerce. Face aux sécheresses, à l'ensablement et à la disparition des mares, huit communes mauritaniennes se sont regroupées au sein de l'intercommunalité INKA pour préserver cette ressource, en partenariat avec neuf communes maliennes.

Des règles ont été mises en place pour éviter les conflits : calendrier agricole partagé, passages définis pour le bétail, échange d'informations entre communes. Des campagnes de sensibilisation appellent à limiter le charbonnage, le surpâturage ou la chasse.

Des associations locales (AGLC) assurent la veille environnementale. Elles mobilisent les habitants pour le reboisement, la création de pare-feux manuels et la valorisation des produits naturels.



Oumar Saïdou Bâ

Président de l'intercommunalité du Karakoro & maire de l'Aouinat (Aweinatt)

17 communes sont mobilisées autour de la zone humide du Karakoro en Mauritanie et au Mali. Pour Oumar Saïdou Bâ « le Karakoro n'est pas une frontière : c'est un lien de vie à préserver ensemble. »

Faire face aux feux de brousse : un combat communautaire



Hadjiratou Ba
Députée-maire
de Gouraye

Avec ses 940 km², 40 villages et une forte couverture végétale, Gouraye, plus grande commune rurale de Mauritanie, est particulièrement exposée aux feux de brousse. Ces incendies sont souvent provoqués par des feux de cuisson, de thés allumés dans les champs, ou par les producteurs de charbon. Ils entraînent des conséquences graves : disparition d'espèces animales et végétales, ensablement des terres agricoles, assèchement des mares.

Pour y faire face, la commune organise des campagnes de sensibilisation, met en place des comités de veille, et mobilise les habitants pour créer manuellement des pare-feux, plus respectueux de l'environnement que les engins. Ce travail repose sur les habitants, formés depuis les années 2000 à la gestion écologique des feux.

Mais les moyens manquent : pas de matériel adapté, peu de soutien institutionnel, et des conditions climatiques de plus en plus extrêmes. Les habitants éteignent les flammes à la main, parfois au péril de leur sécurité.

« Il faut planter le maximum d'arbres, même en ville. C'est notre seule chance d'atténuer un climat qui grimpe en flèche et de stabiliser nos sols. Sinon, je ne sais pas où on va se retrouver, même dans dix ans... On frôle déjà les cinquante degrés. »

Petit Quizz Environnement – Spécial Guidimakha

Testez vos connaissances sur les enjeux environnementaux de votre région !

1. Quelle part des terres cultivables a disparu au Guidimakha depuis les années 1970 ?

- A. Environ 10 %
- B. Environ 30 %
- C. Environ 60 %

2. Quelle est la principale cause des feux de brousse à Gouraye ?

- A. La foudre
- B. Les feux de cuisson et de thé allumés dans les champs
- C. Les engins agricoles mal entretenus

3. Combien de communes sont impliquées dans la gestion transfrontalière de la zone humide du Karakoro ?

- A. 8
- B. 11
- C. 17

4. Quel est le taux de survie des arbres plantés à Hassi Chaghar par l'association AEPE ?

- A. Environ 20 %
- B. Environ 40 %
- C. Environ 70 %

5. Pourquoi plante-t-on des arbres dans les cours fermées (écoles, mosquées, centres de santé) ?

- A. Pour ombrager les bâtiments
- B. Pour décorer les lieux
- C. Pour éviter qu'ils soient mangés par les animaux

Réponses :
1c / 2b / 3c / 4c / 5c



« Une ville propre, ça ne se décrète pas, ça s'organise »



Oumar Hamady BA
Maire de Sélibabi

La gestion des déchets reste un défi majeur à Sélibabi. « Il n'y avait pas de système organisé. Chacun jetait où il voulait, et la mairie ne pouvait nettoyer que les grands axes », explique le maire. Les limites sont nombreuses : manque de personnel, retards de paiement des agents d'assainissement, absence d'engins (camion benne, tractopelle) pour évacuer les déchets des dépôts primaires au site final – lui-même partiellement aménagé.

Un projet pilote mené par le Grdr dans le cadre du programme MAVIL, en partenariat avec la commune de Sélibabi, et l'association Agir pour Sélibabi, a permis de mettre en place un service de pré-collecte dans quatre quartiers centraux de la ville : Bambaradougou, Collège, Kochinkole et Ferlo-elevage. Le service est payant, selon la taille du seau, fourni par le projet (de 150 à 450 MRU), et permet de financer des opérateurs de précollecte qui utilisent des charrettes à traction asine, avec une fréquence de ramassage de deux fois par semaine chez les ménages abonnés, soit 8 fois par mois.

Les déchets collectés sont acheminés vers les zones de transit qui sont en cours d'aménagement.

Des associations de jeunes se mobilisent, comme Lewlewal Bantaare ou Scorpion, organisent des opérations de nettoyage ou de recyclage. « Mais sans moyens, ces efforts ne suffisent pas. Il faut une vraie chaîne de gestion, du ménage jusqu'au dépôt final. » Si la volonté est là, la mairie appelle à un soutien renforcé pour pérenniser ce service public essentiel.



Animatrice sensibilisant un ménage aux risques liés à une mauvaise gestion des déchets

Mieux coordonner pour mieux agir : le Cadre de Coordination du Guidimakha

Soutenu par le PNUD, le Cadre de Coordination du Guidimakha (CCG) réunit maires, services de l'État, ONG et agences onusiennes autour d'un objectif : mieux planifier les projets de développement dans la région.

Grâce à une matrice d'intervention mise à jour chaque mois, le CCG permet d'identifier qui fait quoi, de limiter les doublons et d'orienter les priorités en lien avec les autorités locales. « Ce cadre aide à organiser les interventions pour qu'elles soient complémentaires », explique Mohamed Cheikh, expert du PNUD chargé de son appui.

Déjà testé dans le Hodh El Chargui, le CCG démarre au Guidimakha. Une cellule de développement assurera le secrétariat et le suivi. À terme, une table ronde régionale est prévue pour renforcer cette dynamique collective.

« On espère que ce cadre donnera une nouvelle dynamique à la planification régionale et permettra un dialogue permanent entre tous les acteurs. »
Mohamed Cheikh, expert d'appui au CCG

Graines de Citoyenneté

Unis pour la jeunesse : découvrez le noyau fédérateur du Guidimakha

Le programme Graines de Citoyenneté rassemble une communauté engagée de plus d'une centaine de partenaires en Mauritanie et en Europe. Il vise à renforcer le pouvoir d'agir des jeunes mauritaniens, et à engager le dialogue avec les pouvoirs publics à travers le renforcement de la société civile mauritanienne.



Les « Unes Des Territoires »

Les « Une des Territoires » mettent en lumière les initiatives et défis spécifiques à chaque région, en valorisant les personnes qui y vivent et travaillent. Chaque édition comprend deux volets : une partie vidéo, réalisée par des jeunes formés au journalisme citoyen, capturant des témoignages et des images sur le terrain, et une partie écrite, comme cette « Une », qui propose articles, interviews et sections ludiques.

➔ [En savoir plus](#)

